

THEMA

DÉI GRÉNG

Pas d'oranges vertes

David Wagner

Le gouvernement Juncker-Asselborn en a encore pour un an. Mais les Verts tirent déjà un premier bilan. Verdict : catastrophique. Coupable : la majorité, mais surtout le CSV.

Qui l'eut cru, il y a encore cinq ans ? A quelques mois des élections législatives de 2004, ils étaient plus d'un commentateur à voir se dessiner une nouvelle ère politique : celle du noir (pardon, de l'orange) et du vert. Le CSV allié à Déi Gréng, voilà la formule miracle, la nouvelle mode. La continuité et l'économie sociale de marché estampillée chrétienne-sociale et l'écologie ainsi que l'ouverture d'esprit cosmopolite made by Gréng. Voilà de quoi rassurer l'électeur traditionaliste ainsi que le jeune bobo. D'ailleurs, l'on peut conclure que si la coalition noire-verte n'a pas vu le jour, cela tenait bien plus à une arithmétique un peu trop juste (31 sièges sur 60) qu'à un franc refus du parti de Juncker. Pendant sa mission de formateur, l'ancien et futur premier ministre avait rencontré la fraction verte pour un échange de vues. Il semblait que le message était clair : c'est trop juste cette fois-ci, mais on se retrouvera dans cinq ans.

Dans cinq ans, c'est l'année prochaine. La politique, c'est comme l'amour : mieux vaut laisser cours à sa libido que de trop attendre. Avec le temps, l'être convoité risque de trouver mieux. Et il y a toujours mieux. Car aux élections législatives de 2004 ont succédé les municipales de 2005 et celles-ci ont quelque peu bousculé

l'idylle naissante entre le prêtre et la grenouille. Voulant dérober à la husarde la capitale aux libéraux, Laurent Mosar, le chef de file CSV de la capitale, avait mal calculé son coup. Le DP était bien mieux implanté dans la ville et les Verts en osmose avec une partie de sa population. Résultat : Helminger bannit l'Iznogoud chrétien-social sur les bancs de l'opposition municipale et choisit de s'allier aux Verts. Avec un certain plaisir paraît-il même. Depuis, le désamour va croissant. Même le LSAP commence à s'ennuyer de son éternel partenaire noir, à tel point que sa morale ne réproouve plus l'idée d'un ménage à trois avec le DP et Déi Gréng. Et une coalition «arc-en-ciel» n'est plus taboue.

« C'est le CSV lui-même qui a lancé cette discussion », estime François Bausch, président de la fraction verte à la Chambre des députés, lors d'une conférence de presse mercredi dernier destinée à tirer le bilan de quatre années de gouvernement CSV-LSAP. Si le leader vert préfère faire incomber la responsabilité de cette discussion au CSV, il n'hésite pas pour autant à dégainer : « Le CSV est aux affaires sans interruption depuis 1979. Je pense que l'on peut tirer un bilan de son activité au gouvernement ». Et de citer les domaines sur lesquels il a une mainmise de longue date : le travail, les finances, la politique de la famille et l'éducation (qu'il a toutefois cédé à partir de 1999 à ses partenaires de coalition respectifs). C'est d'ailleurs avec une critique du style politique du CSV que Bausch a enta-



A d'autres époques,
les Verts ont eu des relations
bien plus amicales avec le CSV.
(photo : Déi Gréng)



mé son intervention : « Ces derniers mois, nous faisons face à un scénario politique étrange. En multipliant les revendications lors de conférences de presse, la fraction du CSV fait comme si son parti ne gouvernait plus ».

Le CSV déjà dans l'opposition ?

En fait, Bausch ne s'est pas gêné de mettre en pièces la politique gouvernementale, en faisant endosser au CSV une responsabilité particulière. Il faut dire que son président, François Biltgen, particulièrement nerveux ces derniers temps et maladroît dans sa manière de gérer les critiques envers son parti, a lancé un défi à déi Gréng que ces derniers ne pouvaient pas refuser. « François Biltgen a dit que les gens ont d'autres soucis que l'euthanasie, qu'ils s'intéressent à d'autres questions plus importantes. C'est aussi notre cas », lance Bausch avant de faire projeter un tableau comparatif de l'OCDE et mettant en exergue certains points faibles du grand-duché.

Il est vrai que selon les chiffres, la situation n'est pas glorieuse. Concernant l'évolution des salaires par exemples, le Luxembourg se situe à la dixième place sur 15, alors même qu'il occupe la deuxième au niveau des exportations et la première lorsqu'il s'agit des bénéfices des entreprises. Si le Luxembourg est mauvais élève quant à la redistribution capital-travail, il l'est aussi au niveau des sexes en occupant la huitième place sur la juste répartition des salaires en faveur des femmes. Et puisque nous

en sommes à l'égalité des chances : le Luxembourg ne figure même pas parmi les quinze premiers au sujet du nombre de crèches. Côté pouvoir d'achat des ménages, ce n'est pas brillant pour un pays se targuant d'avoir un des niveaux de vie les plus élevés au monde : une petite sixième place. Sans parler de l'accès aux études supérieures, où, de nouveau, le Luxembourg est tristement absent des quinze premiers.

« Le ministre du travail François Biltgen a dit que l'emploi est un sujet qui intéresse vraiment les citoyens. Il a raison. Mais dans ce domaine aussi, il a échoué », rempile Bausch. Face à une situation qu'il juge très préoccupante, il prévoit d'ailleurs que le sujet du chômage des jeunes et de leur formation sera un des plus importants de la campagne électorale de 2009. En tout cas, les chiffres qu'il a présentés abondent dans ce sens. Alors que la moyenne européenne du chômage des jeunes se situe à 7 %, le Luxembourg est largement au-dessus avec un taux de 16,6 %. Cette évolution serait d'ailleurs assez récente : en 2001, ce taux était encore à 6,3 %. Bausch va plus loin : selon une étude du ministère de l'éducation nationale, un élève sur cinq, une fois sa scolarité terminée, se retrouve au chômage « pour un certain temps ».

En passant, François Bausch n'oublie pas de tancer les socialistes : « Lors de la dernière campagne électorale, ils avaient promis d'organiser un sommet de la relance économique dans les six mois suivant leur entrée

au gouvernement. Il n'en a rien été. Entre-temps, le pouvoir d'achat et l'inflation se sont aggravés ». Le hasard aurait toutefois contribué à freiner la hausse des prix du pétrole, la crise des « subprimes » aux Etats-Unis ayant renforcé opportunément l'euro par rapport au dollar. « Mais ce phénomène de hausse des prix des énergies fossiles est inéluctable », rappelle-t-il. Il en profite également pour rappeler à quel point le gouvernement se montre incapable de « comprendre combien il est important de sortir du piège pétrolier ». A propos d'environnement : Bausch saisit l'occasion pour rediriger l'artillerie lourde sur le CSV et son chef, Jean-Claude Juncker. « Lorsqu'il s'agit de la réforme fiscale écologique, le ministère des finances pointe du doigt le ministre de l'environnement. Ce sont pourtant les finances qui sont censées entreprendre cette réforme », souligne-t-il.

Un méga échec

Sa tirade n'aura que momentanément épargné les chrétiens-sociaux en leur reprochant, dans le débat sur la double nationalité, de pratiquer une « pêche aux voix des plus primitives ». Comme l'on est jamais mieux servi que par soi-même, Bausch rappelle que son parti avait déjà déposé, en 2002, une proposition de loi relative à la double nationalité qui prévoyait un congé linguistique et l'organisation par l'Etat de cours de luxembourgeois. « Le CSV vient de découvrir le problème linguistique.

Mais où va-t-il trouver tous ces enseignants ? », s'interroge-t-il.

Des retards, rien que des retards. Surtout dans le domaine de l'éducation. Le fait même que pour le projet-pilote « Eis Schoul », 500 demandes d'inscription pour 90 places auraient déjà été déposées, « prouve à quel point l'école 'normale' a un gros problème ». Idem pour la création projetée d'une école portugaise (voir page 4), alors que l'on sait depuis 25 ans déjà que les élèves d'origine portugaise éprouvent de grandes difficultés à l'école luxembourgeoise. « C'est un méga-constat d'échec », tranche Bausch.

« Lorsque l'on tire le bilan de ces quatre années de gouvernement CSV-LSAP, l'on constate que les chiffres se sont aggravés dans tous les domaines. Et je pense que ce gouvernement ne va d'ailleurs plus entreprendre grand chose quand on voit le climat qui y règne », conclut Bausch. On avait connu le leader vert plus « modéré ». Trop, aux yeux de certains. Est-ce dû au « changement climatique » de la constellation politique ? En tout cas, les relations autrefois plus chaleureuses que les verts entretenaient avec les oranges se sont bien refroidies. En 2004, les oranges vertes n'étaient pas assez mûres. Mais voilà qu'elles semblent déjà pourries.